

p:B.15.11.Vietnam.1. - RS/ba

le 8 octobre 1971

Note de dossier

Réactions à la reconnaissance
de la République démocratique
du Vietnam (RDVN).

Nous examinerons tout d'abord les réactions des divers gouvernements concernés, puis nous essayerons de voir quel accueil notre presse a réservé à la décision du Conseil fédéral.

Washington

Les Américains avaient été informés à l'avance par l'Ambassadeur Thalmann. Le même jour, le Chef du Bureau des affaires européennes au Département d'Etat indiquait à notre chargé d'affaires que le Département d'Etat ne s'attendait pas à une reconnaissance si rapide de la RDVN par le Conseil fédéral et qu'il regrettait d'autre part que la Suisse n'ait pas attendu la fin des négociations quadri-partites de Paris. Le Chef du Bureau des affaires européennes ajoutait que, selon les informations du Département d'Etat, les pays qui avaient reconnu Hanoï n'avaient pas jusqu'ici été en mesure d'agir davantage sur le plan humanitaire. A Washington, on se montre donc résigné, sans plus.

Saïgon

Le Chargé d'affaires de la République du Vietnam avait été convoqué par l'Ambassadeur Thalmann pour lui faire part à l'avance de notre décision. Il prit note de cette dernière en faisant toutefois remarquer que son gouvernement aurait préféré que le Conseil fédéral ait attendu la fin des élections au Vietnam du Sud pour prendre sa décision. Un porte-parole du Ministère des affaires étrangères à Saïgon a déclaré que la République du Vietnam regrette vivement la



décision du Gouvernement suisse de reconnaître le Nord-Vietnam et il a ajouté que cette décision ne contribuerait aucunement à la restauration de la paix au Vietnam. Le Gouvernement de la République du Vietnam espère néanmoins que les relations amicales avec la Suisse continueront à se maintenir dans de bonnes conditions. Quelques jours plus tard, le Directeur du protocole du MAE proposait la nomination de l'actuel chargé d'affaires à Berne et sollicitait l'agrément pour ce dernier en tant qu'ambassadeur en Suisse. Lors d'une entrevue, le Vice-ministre des affaires étrangères, M. Phuong, déclarait à notre représentant à Saïgon que son gouvernement avait l'impression que la Suisse, par ce geste, ratifiait l'agression nord-vietnamienne. Il déplore cette décision du Conseil fédéral qui arrive au moment où la conférence de Paris est dans l'impasse. Mais au fond, il se préoccupe surtout de savoir si un ambassadeur de Suisse sera accrédité à Hanoï avant Saïgon, ce qui serait, selon lui, extrêmement malheureux et rendrait les relations entre la Suisse et la République du Vietnam difficiles. Là aussi, c'est la résignation.

Hanoï

M. VO VAN SUNG, Délégué Général du Gouvernement de la RDVN en France, a exprimé sa très vive satisfaction lorsqu'il a appris la nouvelle. En rendant la visite que notre chargé d'affaires à Paris lui avait faite, il déclare, d'ordre de son Gouvernement, que la RDVN se félicite de la décision suisse. Toutefois, à Hanoï même, on se montre satisfait, sans plus; on a annoncé la nouvelle à la radio, mais sans commentaire.

Dans les autres capitales non directement intéressées, on ne note que relativement peu de réactions dignes d'être relevées.

A Pékin, l'agence Hsinshua a relaté la décision sans le moindre commentaire.

A Séoul, notre ambassade nous signale que l'on s'est abstenu de commenter la décision; seul le remplaçant du Vice-ministre des affaires étrangères exprime, lors d'une conversation avec notre chargé d'affaires, l'espoir qu'une telle décision ne sera pas prise dans un avenir proche en ce qui concerne les relations avec Pyongyang.

A Canberra, le Secrétaire général du MAE doute que nous puissions jouer un rôle dans le domaine humanitaire - il pense surtout aux prisonniers de guerre américains - et encore moins un rôle dans la recherche d'une solution du conflit.

A Bangkok, le Ministre des affaires étrangères déclare à notre ambassadeur que son gouvernement a pleine compréhension pour la décision du Conseil fédéral et souligne que son action est beaucoup plus dans la ligne d'une stricte neutralité que celle suivie par la Suède lorsque celle-ci a reconnu la RDVN.

A Stockholm, au MAE, la décision du Conseil fédéral a surpris; on ne s'y attendait guère en ce moment. Tout en relevant que notre décision a été prise unilatéralement, on constate néanmoins avec satisfaction, dans la mesure où cela donne raison à la Suède, qu'un autre pays neutre a suivi la même voie. Dans la presse suédoise, la décision est jugée très positivement; toutefois, on craint que la position de la Suède ne se trouve, de par cette reconnaissance par la Suisse, affaiblie dans les possibilités offertes au Gouvernement suédois de jouer les intermédiaires. Selon notre ambassade à Belgrade, l'ambassadeur de Suède dans cette ville estime que Berne a mieux manoeuvré que Stockholm, les Suédois ayant agi trop tôt et à la hâte. De cette manière, ils ont perdu la chance d'intervenir utilement entre Hanoï et Saïgon.

A Vienne, selon l'Ambassadeur Bielka lors d'une entrevue avec l'Ambassadeur Thalmann, on était surpris à l'annonce de la nouvelle et même irrité de n'avoir pas été averti plus tôt.

Chez nous, la décision du Conseil fédéral de reconnaître Hanoï a été accueillie par la presse avec une évidente satisfaction, à part quelques nuances dans le ton, surtout suivant la tendance du journal.

La plupart des commentateurs consacrent leur analyse tout d'abord à la question de savoir si le moment choisi a été bien justifié, puis aux possibilités d'agir dans le domaine humanitaire que cette reconnaissance offre à notre pays et enfin à l'universalité de nos relations extérieures et son corollaire, l'attitude future de notre diplomatie à l'égard des pays divisés, la RDA tout particulièrement, et la Corée du Nord.

1. Choix du moment

Pour les journaux qui réclamaient depuis longtemps ce geste, la décision du Conseil fédéral vient un peu tard; deux ans après la Suède.

La National Zeitung, sous la plume d'Henri Stranner, trouve que cette reconnaissance arrive au dernier moment et qu'elle aurait sans doute eu plus de poids si notre exécutif l'avait prise au beau milieu de la guerre du Vietnam; elle aurait donné la preuve que les Suisses, en osant prendre des risques, faisaient montre d'un certain courage; aujourd'hui, le retrait des troupes américaines étant déjà bien avancé, les risques sont minimes.

La NZZ, elle, pense que la décision vient au bon moment et que le Conseil fédéral n'aura pas à craindre de subir des réactions désagréables de Washington et de Saïgon.

Le commentateur du Journal de Genève écrit que la reconnaissance d'Hanoï par la Suisse est un fait important et Jacques Simon Eggly ajoute: "Notre tendance à mesurer l'opportunité d'une telle action au volume des relations que nous entretenons avec l'Etat en cause, à l'importance des intérêts suisses, ainsi qu'à la colonie des citoyens helvétiques résidant dans ces lieux, a pu retarder des gestes qui eussent pu être

accomplis plus tôt"; il estime que nous avons eu également tendance à tenir trop compte des réactions de l'autre camp, c'est-à-dire des pays occidentaux avec lesquels nous entretenons des relations étroites.

2. Rôle humanitaire

Quant aux possibilités d'agir de notre pays dans le domaine humanitaire, à notre disponibilité pour jouer les intermédiaires que cette reconnaissance pourrait offrir, la plupart des éditorialistes se montrent assez sceptiques.

Le correspondant des Basler Nachrichten ^{à Washington} relate que la nouvelle n'a pas "Hohe Wellen geschlagen"; les Américains ont d'autres soucis au Vietnam et voient leur espoir d'établir au Sud-Vietnam un régime libre et démocratique s'évanouir. Il ajoute que dans les milieux américains influents, on est d'avis que la décision du Conseil fédéral pourrait être utile et permettre peut-être une libération des prisonniers américains; mais on ne se fait pas trop d'illusions.

La National Zeitung pense que Genève pourrait accueillir une nouvelle conférence sur le Vietnam; mais, quant à un rôle quelconque d'intermédiaire entre les parties en cause, tout reste bien hypothétique. La Suède, écrit l'éditorialiste, qui a reconnu Hanoï depuis pas mal de temps, n'a pas encore eu l'occasion d'offrir ses bons offices.

La NZZ, elle, se montre un peu plus positive et écrit: "Konkrete Aussichten oder Vorhaben in bestimmter Richtung scheinen jedoch nicht zu bestehen; die Erfahrung der erfolgreichen Austauschaktion zwischen Indien und Pakistan mag anspornend gewirkt und den Versuch gefördert haben, auch in Vietnam wenigstens die diplomatischen Grundlagen einer Neutralitätspolitik zu schaffen".

La Tribune de Genève, de son côté, écrit: "Le geste est si tardif qu'il ne peut plus avoir de signification réelle, semble-t-il, dans la perspective d'une politique helvétique de "bons offices" de la Suisse en vue d'apaiser les conflits".

3. Universalité de nos relations diplomatiques

~~Quant~~ A ce sujet, c'est-à-dire à notre future politique à l'égard des pays divisés, les commentateurs voient dans le premier pas qui vient d'être franchi un mouvement irréversible qui devrait nous conduire, comme l'écrit U.S. Eggly, vers une reconnaissance de la RDA et de la Corée du Nord dans un avenir relativement proche.

L'éditorialiste du Journal de Genève poursuit: "Nous avons à rendre notre neutralité crédible. Crédible à l'extérieur, à Bruxelles ou dans les pays du Tiers-Monde. Crédible à l'intérieur, vis-à-vis d'une jeunesse à la conscience souvent inquiète, qui se demande parfois si notre neutralité ne recouvre pas uniquement des options égoïstes".

Pour la National Zeitung, la reconnaissance de Pyongyang pourra avoir lieu lorsque les rapports entre la Corée du Sud et du Nord seront normalisés et cela ne devrait pas trop tarder. Pour la RDA, il reste à choisir un bon moment et à ne pas "brusquer" le gouvernement Brandt. L'ouverture d'une mission commerciale à Berlin-Est pourrait, selon Henri Stranner, entre-temps, constituer un premier geste. Mais la Suisse, ajoute l'éditorialiste, vu ce qui se passe présentement - conférence européenne de sécurité qui prend forme, entrée des deux Allemagnes à l'ONU qui devient actuelle, la normalisation de Bonn avec les pays de l'Est et les négociations inter-allemandes - devrait se préparer à cette reconnaissance. L'universalité de nos relations serait alors une sorte de contrepoids bienvenu à notre politique d'intégration européenne qui, jusqu'à un certain point, est en contradiction, poursuit Henri Stranner, avec le principe d'une vraie politique de neutralité indépendante universelle et nous permettrait une plus grande liberté de manoeuvre à l'égard de la CEE.

Dans ce contexte, on pourrait encore citer la Frankfurter Allgemeine qui écrit sous le titre "Berns nächster Schritt - nach Ost-Berlin: Die Schweizer wollen die Bundesrepublik nicht vor den Kopf stossen und die delikatsten inner-

deutschen Kontakte nicht durch eiliges Vorprellen stören. Da Bonn selbst von der Existenz eines zweiten Staates auf deutschem Boden und mit dessen Machthabern spricht, wird der Tag nicht mehr fern sein, an dem auch die Schweiz die Zeit für die Herstellung "normaler" Beziehungen zu Ost-Berlin gekommen sieht".

* * *

En résumé et pour conclure, on peut dire que, mis à part Washington et Saïgon qui, c'est bien naturel, se devaient de réagir, mais qui ont d'autres problèmes brûlants à résoudre en ce moment, la décision du Conseil fédéral n'a provoqué l'ire de personne et fut partout bien accueillie.

RS.